

Une commune où il fait bon vivre... pour tous

Si nombre des habitants de WSP sont globalement satisfaits de la gestion communale, ce n'est sans doute pas le cas de tous. Ceux qui voient leurs enfants quitter la commune faute de logement moyen abordable aimeraient une autre politique de logement. Ceux qui constatent que, malgré leurs qualifications, ils ont du mal à trouver un emploi, aimeraient être soutenus dans leurs projets de création d'entreprise. Ceux qui cherchent à rester des seniors actifs aimeraient une autre politique en faveur des aînés. Ceux qui cherchent des possibilités de garde d'enfants ou des activités sociales et citoyennes pour les jeunes aimeraient une vraie politique de la famille et de l'enfance.

Ce sera le sens de notre projet pour octobre 2006 : davantage de solidarité, d'égalité, de tolérance, pour une commune qui offre à chacun(e) de nouvelles perspectives, tant personnelles que sociales, une commune où un tissu social plus fort et

vivant garantira la participation de chaque citoyen à la vie communale et une sécurité de vie pour chacun(e).

Agnès De Gouy

Présidente

Intéressé(e) ?

02/762 17 59 (le soir)

PS



Toujours les avions...

Lors du conseil communal de décembre, j'ai présenté une proposition de résolution visant à octroyer à l'asbl « Bruxelles Air Libre » un subside de 12.500 euros. Je souhaitais ainsi contribuer à la recherche d'une solution au problème du bruit des avions, véritable cauchemar pour nos concitoyens. J'estimais que « Bruxelles Air libre », dont 21% des membres sont des habitants de WSP, fait aussi de l'excellent travail pour défendre la qualité de vie des habitants de la commune. En outre, cette association expose de gros frais d'avocat dans ses recours contre l'Etat belge.

Hélas, ma proposition a été rejetée, majorité contre opposition !

Est-il normal que l'UBCNA, parce qu'elle est présidée par Jacques Vandenhoute, soit la seule à être financée par les deniers communaux (en 2005, elle a obtenu un subside de 22.500 euros) ?

J'avais cru que la problématique des nuisances sonores était trop sérieuse pour en faire un enjeu électoral. Je constate, avec regret, qu'il n'en est rien.

Emmanuel Degrez
Conseiller communal

